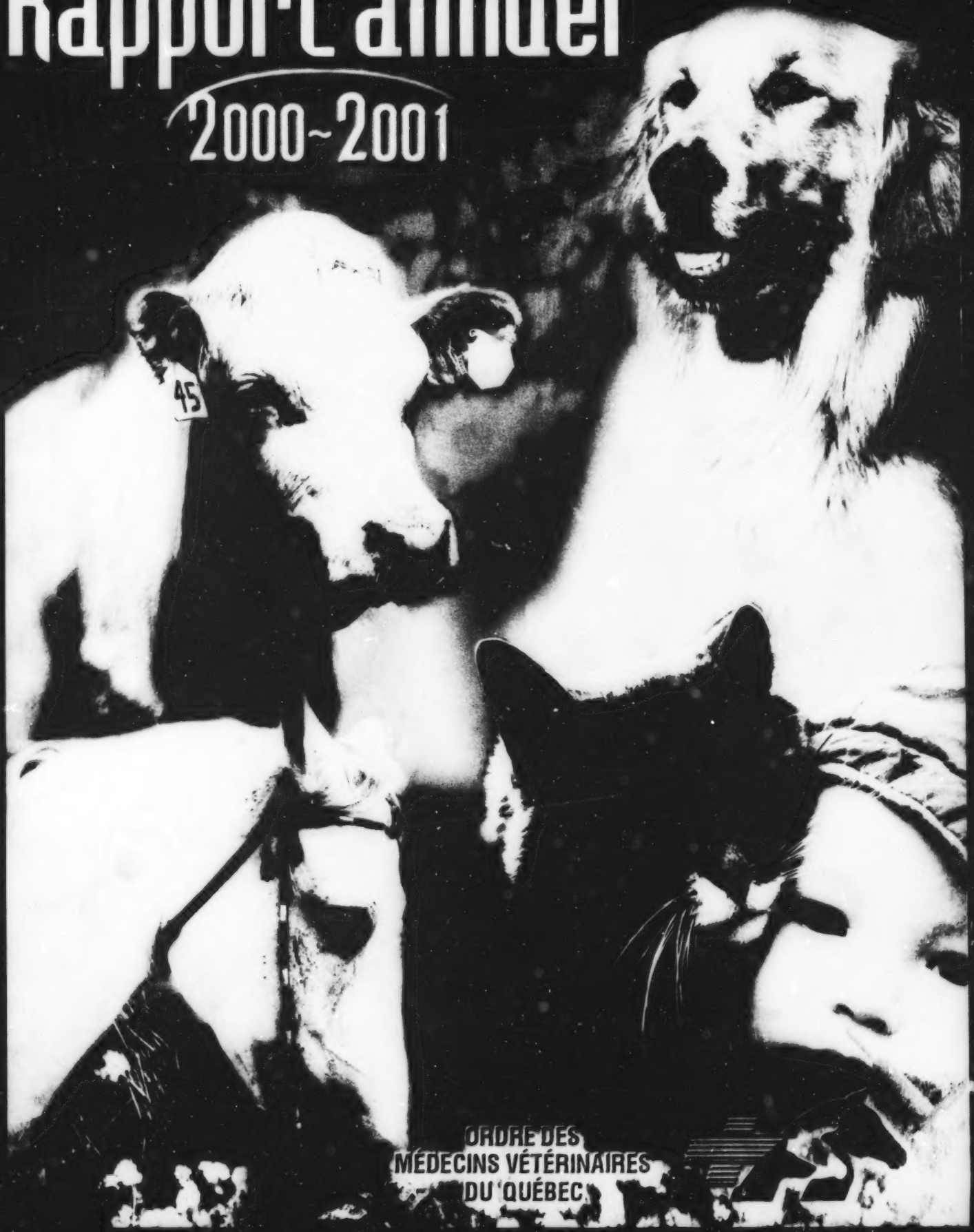
# Rapport annuel

## 2000-2001



ORDRE DES
MÉDECINS VÉTÉRINAIRES
DU QUÉBEC

# LETTRES DE PRÉSENTATION

Québec, septembre 2001

**M. Jean-Pierre Charbonneau**
Président de l'Assemblée
Nationale
Hôtel du Parlement

Monsieur le Président,

L'Ordre des médecins vétérinaires du Québec m'a remis son rapport d'activités pour l'année 2000-2001.

Il est conforme au règlement concernant les normes sur la confection et le contenu du rapport annuel des ordres professionnels.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mon profond respect.

Le Ministre de la Justice et responsable de l'application des lois professionnelles,

Paul Bégin

St-Hyacinthe, septembre 2001

**Monsieur Paul Bégin**
Ministre de la Justice et
responsable de l'application des
lois professionnelles du Québec

Monsieur le Ministre,

Nous vous transmettons, Monsieur le Ministre, le rapport des activités de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec pour l'année 2000-2001.

Il est conforme au règlement sur les normes relatives à la confection et au contenu du rapport annuel des ordres professionnels.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

La Présidente,

Christiane Gagnon, d.m.v.
Docteure en médecine vétérinaire

St-Hyacinthe, septembre 2001

**Monsieur Jean K. Samson**
Président
Office des professions du Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur, à titre de présidente de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec, de vous soumettre le rapport des activités de notre organisme pour l'année 2000-2001.

Il est conforme au règlement sur les normes relatives à la confection et au contenu du rapport annuel des ordres professionnels.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

La Présidente,

Christiane Gagnon, d.m.v.
Docteure en médecine vétérinaire

Ordre des médecins vétérinaires du Québec

**Rapport annuel 2000-2001**

ERRATUM

**Une erreur s'est malheureusement glissée à la page 25, point 6. Immobilisations : il aurait fallu lire en titre : 1ère colonne : 2001, 2e colonne : 2000 au lieu de 1ère colonne : 2000, 2e colonne : 1999.**

102-01511/

# TABLE DES MATIÈRES


Lettres de présentation

Énoncé de mission C-3

Rapport de la présidente

Rapport du directeur général et secrétaire 4

Personnel du siège social

Membres du Bureau et du Comité administratif 6

Rapport d'activités du Bureau et du Comité administratif

Rapport d'activités du Syndic 8

Rapport d'activités du Comité de discipline

Rapport d'activités du Comité d'inspection professionnelle 11

Rapport d'activités des autres comités statutaires:

- Révision des plaintes
- Conseil d'arbitrage des comptes 12
- Formation en médecine vétérinaire
- Admission 13

Rapport d'activités des autres comités:

- Congrès
- Formation continue 14
- Médicaments
- Reconnaissance du mérite 15
- Rémunération
- Revue 16
- Spécialistes

Rapport d'activités du comité ad hoc sur l'échographie 17

Tableau des membres

Rapport du vérificateur et états financiers 20

Fonds d'assurance-responsabilité professionnelle

# RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE

Le parcours d'un ordre professionnel n'est pas celui d'un long fleuve tranquille et l'exercice de l'année 2000-2001 en est, une fois de plus, l'éloquent constat.

En plus de s'acquitter avec constance, rectitude et discernement de tous les devoirs et responsabilités imputables à sa mission réglementaire de protection du public, l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec a répondu avec diligence aux multiples sollicitations ponctuelles de ses différentes clientèles, et fait face à tous les improndérables, grâce à une équipe enrichie et à des orientations clairement définies par voie de planification stratégique.

**Contrôle des médicaments**

Sous des angles variés et multiples, le dossier du contrôle des médicaments destinés aux animaux effectue une résurgence aiguë et incontournable et l'Ordre s'y est investi prioritairement.

La circulation illégale de médicaments, tributaire de législations inadéquates, de laxisme gouvernemental ou de complaisance des compagnies pharmaceutiques ou des professionnels eux-mêmes, pose un risque réel à la protection de la santé publique, eu égard notamment aux risques de résidus médicamenteux dans les aliments d'origine animale et au potentiel d'une antibiorésistance accrue.

En plus d'exercer la discipline chez ses membres, l'Ordre a poursuivi ses actions en matière de vente et distribution illégale de médicaments vétérinaires et entrepris avec succès plusieurs poursuites pénales pour exercice illégal de la médecine vétérinaire. Il a, de plus, joint ses efforts à ceux de l'Ordre des pharmaciens afin d'inciter Santé Canada à plus de rigueur dans l'application de la législation relative aux médicaments relevant de sa juridiction.

La mise en vigueur du nouveau **Règlement sur l'étiquetage et l'emballage des médicaments** répond à un besoin criant d'un meilleur contrôle des médicaments destinés aux animaux, particulièrement à la ferme. Il devrait s'avérer un outil additionnel indispensable à une meilleure prévention des risques de santé publique associés à un usage irresponsable des médicaments dans les aliments d'origine animale destinés à l'alimentation humaine.

Le nouveau règlement pose, cependant, certaines difficultés d'interprétation et d'application, notamment dans les secteurs de pratique de l'industrie animale. L'Ordre entend consacrer énergie et ressources à aider ses membres à se conformer à la nouvelle législation, et proposer, s'il y a lieu, après l'expérience pragmatique de son application, les souhaitables adaptations aux autorités compétentes.

L'Ordre a contribué de son expertise à la première mise à jour du **Règlement sur les conditions et modalités de vente des médicaments** adopté par le gouvernement en 1998. Lors de sa mise en vigueur, il a diffusé à ses membres l'information pertinente et cohérente relative aux modifications du règlement afin d'en faciliter l'application.

Il a, de plus, informé ses membres de leur nouvelle obligation de tenir des registres sur les benzodiazépines, décrétée par Santé Canada.

L'Ordre a donné son avis à Santé Canada sur plusieurs molécules potentiellement cancérigènes pour les humains, utilisées chez les animaux et invité ses membres à appuyer Santé Canada dans sa démarche de retrait du médicament Carbadox.

**Santé publique**

L'intervention vétérinaire joue un rôle crucial en santé publique, et nos membres sont des partenaires davantage reconnus et sollicités.

C'est avec satisfaction que l'Ordre salue la nomination, par le Conseil des ministres, à la suite de ses représentations, d'une de ses membres, médecin vétérinaire, au Conseil de l'Institut national de santé publique du Québec. Une première qui confirme l'expertise trop longtemps méconnue de la médecine vétérinaire en santé publique au sein de la société québécoise.

Dans cette veine, l'Ordre participe activement au **Comité sur l'abattage** mis sur pied par le MAPAQ dont l'objectif à réaliser est l'inspection par un professionnel de la santé animale de toute viande vendue sur le territoire du Québec.

L'Ordre soutient fermement cet objectif de santé publique, favorise la mise à niveau, sous réserve de leur viabilité, de la quelque centaine d'abattoirs sans inspection et rappelle que l'inspection des viandes relève de la compétence exclusive des médecins vétérinaires.

Au cours de l'année, l'Ordre a expédié à ses membres des avis ponctuels les invitant à la formation et à la responsabilisation, relativement à plusieurs dossiers d'intérêt public, dont notamment la fièvre aphteuse, la leptospirose et l'élimination des déchets biomédicaux.

**Loi des médecins vétérinaires et réforme du système professionnel**

Dans le cadre de la réforme, l'Ordre a participé aux rencontres tenues sous l'égide de l'Office des professions ou de celui du Conseil interprofessionnel du Québec et acheminé sans délai à l'Office son avis en réponse à diverses consultations par ce dernier.

Répondant aux attentes de l'Office et en collaboration avec ce dernier, l'Ordre a proposé un projet de **codification de la relation client-vétérinaire-patient**, actuellement en voie d'avalisation, afin de favoriser l'adéquation de la législation aux réalités contemporaines de la pratique.

Le Bureau a adopté une position sur **l'échographie**, statuant que l'usage de techniques de diagnostic pour déterminer la gestation, corriger les problèmes d'infertilité et évaluer l'état reproducteur d'un animal relève de la pratique vétérinaire. Il entend établir un plan stratégique d'actions à privilégier visant la promotion de l'acte vétérinaire échographique.

**Bien-être animal**

Malgré l'insuccès jusqu'à ce jour, des efforts consentis par l'Ordre pour concrétiser la mise en vigueur des amendements relatifs à la sécurité et au bien-être des animaux de la Loi sur la protection sanitaire des animaux, l'Ordre ne renonce pas à ses représentations auprès des instances gouvernementales et continue de faire valoir l'importance prioritaire de ce dossier chez les médecins vétérinaires et la population québécoise.

L'Ordre maintient une écoute active aux nombreuses demandes d'information qui lui sont adressées tant par le public que par les médias, concernant le bien-être des animaux.

De plus, il s'investit concrètement dans des comités formels tels que celui sur le transport de la ferme à l'abattoir des animaux fragilisés, formés sous l'égide de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

**Admission à l'exercice**

L'évolution des besoins des clientèles et l'adaptation conséquente requise des services vétérinaires incitent l'Ordre à se rapprocher davantage des futurs membres de la profession afin de favoriser leur intégration harmonieuse à la société qu'ils auront le privilège et le devoir de servir.

À ce titre, l'Ordre maintient sa participation active au Comité de sélection des étudiants à la Faculté, prononce régulièrement des conférences à l'intention des étudiants des divers niveaux et accueille de façon tant formelle qu'informelle les étudiants finissants à son siège social pour favoriser les échanges instructifs et constructifs.

Il est à souligner que pour la première fois cette année les étudiants ont eu accès à leur permis d'exercice par la réussite du nouvel examen nord-américain informatisé, le NAVLE, adopté par le Bureau l'an dernier en substitution des parties A et B de l'examen du BNE.

**Développement professionnel**

La restructuration majeure de nos ressources humaines – caractérisée entre autres par l'ajout de nouveaux postes professionnels – a pour objectif d'offrir à nos membres et au public une compétence et une efficience accrues en matière de services professionnels, notamment à l'admission, à la formation, à l'inspection professionnelle et à la discipline.

S'inscrivant dans un contexte budgétaire favorable, grâce à une gestion compétente et rigoureuse, ces initiatives axées sur le développement sont porteuses de projets concrets et innovateurs tout en insufflant un élan de dynamisme à toute l'équipe de direction.

Nul ne saurait conclure sans souligner, avec estime et gratitude, l'immense travail accompli avec compétence et diligence par toute l'équipe du personnel et remercier tous les administrateurs, tous les membres des comités et tous les collaborateurs de l'Ordre pour leur indéfectible dévouement.

Dre Christiane Gagnon, m.v.
Présidente

# RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL ET SECRÉTAIRE

Les mots « déjà » et « enfin » pourraient indistinctement introduire ce rapport annuel. Déjà, parce que c'est à une vitesse foudroyante que les activités se sont réalisées et sont déjà du passé. Enfin, parce que la parade des imprévus en début et en cours d'année a ajouté au poids important des activités qui incombent déjà à l'Ordre en fonction de ses responsabilités législatives et organisationnelles. Malgré ces divers avatars, les résultats sont probants.

Le dernier rapport annuel indiquait que plusieurs changements se pointaient à l'horizon, dont, notamment les modifications à la structure organisationnelle pour actualiser les objectifs de la planification stratégique. Cinq nouvelles personnes se sont jointes à l'équipe du personnel dont trois médecins vétérinaires. Le nouveau Directeur des communications débutera ses fonctions au cours du mois de juin 2001.

La rénovation extérieure de l'immeuble du siège social de l'Ordre a été complétée comme prévu. Financée à même les liquidités du fonds d'administration, le bilan comptable de l'Ordre se trouve en position améliorée.

Les travaux d'envergure de la réforme du système professionnel québécois se sont poursuivis. L'Ordre a collaboré à toutes les tribunes qui le concernaient de près ou de loin.

La révision des normes minimales d'exercice rejoindra son port de destination au cours des prochains mois. L'adéquation quantité/rapidité impose des exigences qu'il importe de respecter.

L'accord de réciprocité des licences vétérinaires n'a pu être signé en juillet 2000 en raison d'un soubresaut d'une des provinces. Une signature officielle de l'entente, à moins d'imprévu, doit s'effectuer en août 2001.

Au chapitre des modifications législatives et réglementaires, le rapport de la présidente souligne le caractère prioritaire dévolu au renforcement du contrôle des médicaments. L'importance de l'intervention vétérinaire en santé publique culmine indubitablement par une responsabilité professionnelle clarifiée et reconnue de toutes les instances impliquées. Bien-être animal, admission à l'exercice, déontologie professionnelle, échographie et actes délégués constituent autant de sujets qui ont fait l'objet de travaux importants et dont les conclusions sont escomptées à court ou moyen termes.

Au plan financier, l'exercice 2000-2001 du fonds d'administration générale démontre un excédent des revenus sur les dépenses de 14 000 $. L'avoir des membres s'établit ainsi à 573 000 $, soit l'équivalent du tiers du budget d'opération annuel.

Les revenus ont été supérieurs de 73 000 $ au budget approuvé pour un écart de 5%. Les revenus d'administration générale (amendes et intérêts), congrès et publications justifient cet écart. La majorité de ces revenus ont été contrebalancés par des dépenses supérieures au budget de proportion comparable. Des travaux d'entretien à l'immeuble du siège social, prévus à long terme, ont été devancés, intégrés aux rénovations en cours et imputés au budget d'opération annuel.

Malgré les changements majeurs effectués au cours des dernières années, tant à la structure organisationnelle qu'aux ressources physiques et matérielles, le montant de la cotisation est demeuré le même au cours des neuf dernières années.

Le budget 2001-2002, adopté par le Bureau, concrétise le parachèvement de la restructuration et incorpore la réalisation des objectifs prévus au plan d'action.

Sincères remerciements aux bénévoles oeuvrant au sein des différents comités ainsi qu'à tout le personnel du siège social qui a su s'adapter en cette période de transition. C'est sur des bases de compétence, de dévouement et de solidarité que toute l'équipe entreprend la nouvelle année au service de la profession et du public.

Réjean Pedneault, Adm.A.
Directeur général et secrétaire

# PERSONNEL DU SIÈGE SOCIAL AU 31 MARS 2001

Monsieur Réjean Pedneault, Adm.A., directeur général et secrétaire

Madame Denise Bonin, comptabilité
Madame Françoise Demers, secrétaire des services aux membres
Madame Sylvie Lagacé, réceptionniste et secrétaire du journal
Madame Johanne Potvin, secrétaire de la revue et à l'administration
Madame Ginette Robert, secrétaire du développement professionnel
Madame Sylvie Roy, secrétaire du développement professionnel
Madame Mireille Trudeau, secrétaire de direction

Docteur Jean-Luc Laberge, syndic
Docteur Patrick Guay, syndic correspondant
Docteur Germain Hamelin, syndic correspondant
Madame Lucie Lacoste, secrétaire de gestion du Bureau du syndic

Docteure Sylvie Latour, directrice du développement professionnel
Docteure Suzanne Breton, coordonnatrice du développement professionnel

Docteur Maurice Desrochers, inspecteur-conseil
Docteur Raymond Éthier, inspecteur-conseil
Docteure Suzanne Lecomte, inspectrice-conseil

Docteur Jean Piérard, rédacteur de la revue

# MEMBRES DU BUREAU AU 31 MARS 2001

| | |
|---|---|
| **Présidente:** | Docteure Christiane Gagnon |
| **Région de l'Est:** | Docteure Nancy Morin |
| **Région de Québec:** | Docteure Denise Tousignant |
| **Région Mauricie, Bois-Francs et Estrie:** | Docteur Roch Bourassa<br>Docteur Claude Pigeon |
| **Région de Montréal:** | Docteure Véronique Côté<br>Docteure Céline Lavallée |
| **Région Outaouais-Abitibi-Témiscamingue:** | Docteur Georges Lernire |
| **Région Chaudière-Appalaches:** | Docteur Christian Cloutier |
| **Région Laval et Lanaudière:** | Docteur Alain Laperle |
| **Région Montérégie:** | Docteur Luc Breton<br>Docteur André Desrochers<br>Docteur Yves Gosselin<br>Docteure Sylvie Latour |
| **Membres nommés:** | Monsieur Luc Perron<br>Monsieur Louis Renaud<br>Madame Andrée Tremblay |

# MEMBRES DU COMITÉ ADMINISTRATIF AU 31 MARS 2001

| | |
|---|---|
| ***Présidente:*** | Docteure Christiane Gagnon |
| 1ère vice-présidente: | Docteure Denise Tousignant |
| 2e vice-président: | Docteur Roch Bourassa |
| Administrateur: | Docteur Luc Breton |
| Administrateur nommé: | Monsieur Luc Perron |

# RAPPORT D'ACTIVITÉS DU BUREAU ET DU COMITÉ ADMINISTRATIF

Le Bureau définit les objectifs et les orientations de l'Ordre. Il a l'obligation de veiller à l'administration générale des affaires et à l'application des dispositions du Code des professions et de la Loi et des règlements sur les médecins vétérinaires.

Le Comité administratif, élu annuellement parmi les membres du Bureau, est chargé de l'administration courante des affaires de l'Ordre.

Au cours du présent exercice, le Bureau a tenu trois réunions régulières. Le Comité administratif a tenu quatre réunions régulières.

Les faits saillants de la période tels que soulignés dans les résolutions adoptées se résument comme suit:

**Admission et surveillance de l'exercice:**

| | |
|---|---|
| Émission de permis d'exercice permanents : | 75 |
| Émission de permis d'exercice temporaires : | 19 |
| Émission de certificat de spécialiste : | 1 |
| Reconnaissance d'équivalence de diplômes : | 12 |
| Radiation du Tableau des membres : | 12 |
| Poursuite pour pratique illégale : | 1 |
| Vente illégale de médicaments : | 3 |

**Administration:**

- adoption des états financiers 1999-2000;
- adoption du budget 2000-2001;
- adoption des parties deux et trois de l'étude économique réalisées par l'OMVQ et ses partenaires;
- présentation de la planification stratégique pour la période 2000-2005;
- choix de la date, de l'endroit et de l'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle des membres;
- renouvellement du programme d'assurance-responsabilité professionnelle et du régime collectif d'assurance-médicaments pour les membres;
- renouvellement des contrats de service avec divers fournisseurs;
- abolition du poste de «Directrice de la formation continue»;
- création d'un poste à temps complet de «Directeur(trice) du développement professionnel»;
- création d'un poste à temps complet de «Coordonnateur(trice) du développement professionnel»;
- création d'un poste à temps complet de «Directeur(trice) des communications»;
- création d'un poste à temps complet de secrétariat du développement professionnel;
- rencontres avec les membres lors de soirées régionales pour la diffusion des parties 2 et 3 de l'étude économique;

**Nominations à des comités:**

- administratif (élection de quatre administrateurs);
- admission (présidence et deux membres);
- conciliation et arbitrage des comptes (présidence et deux membres);
- discipline (deux membres);
- inspection professionnelle (quatre membres);
- médicaments (un membre);
- rémunération (présidence et un membre);
- sinistres (présidence);
- spécialistes (présidence et un membre);
- représentante canadienne au Council On Education;
- représentante au Bureau national des examinateurs;
- déléguée et substitut au CIQ;

**Formation des comités :**

- Comité de surveillance de l'examen d'admission à l'exercice (représentants de la firme Prométric);
- Comité ad hoc sur l'échographie (président et quatre membres);

**Transformation des comités :**

- dissolution du Comité de formation continue;
- conversion de la dénomination du Comité des Examinateurs par Comité d'admission;
- élargissement du mandat du Comité de reconnaissance du mérite pour les prix du «Mérite du CIQ» et pour les sept prix de l'ACMV;

**Positions et avis:**

- appui à l'Ordre des dentistes visant à protéger et baliser le secret professionnel;
- reconnaissance de trois heures de formation continue en gestion par période de deux ans;
- reconnaissance en heures de formation continue en présence des heures de télémédecine;

**Prix et médaille:**

- attribution de la médaille de saint Éloi au docteur Pierre Lamothe;
- présentation de la candidature de la docteure Micheline Filion Carrière pour le «Prix du C.I.Q.».

**Règlements:**

- proposition de modification à l'article 9.3 du Code de déontologie;
- proposition de modification à l'article 2.1 de la version anglaise du «Règlement sur l'étiquetage et l'emballage des médicaments destinés aux animaux»;

**Règles de procédure:**

- adoption de l'examen de compétence du Bureau national des examinateurs comme examen d'admission au permis d'exercice de l'OMVQ selon les conditions édictées.

# RAPPORT D'ACTIVITÉS DU SYNDIC

**Composition:**

Docteur Jean-Luc Laberge, m.v., syndic
Docteur Patrick Guay, m.v., syndic correspondant
Docteur Germain Hamelin, m.v., syndic correspondant
Madame Lucie Lacoste, secrétaire

**Mandat:**

Conformément à leur mandat, le syndic et les syndics correspondants veillent à faire respecter le Code des professions ainsi que la Loi et les règlements des médecins vétérinaires.

À la suite d'une information à l'effet qu'un professionnel aurait commis une infraction aux dispositions du Code des professions ou à la Loi des médecins vétérinaires et ses règlements, le syndic ou un syndic correspondant fait enquête conformément à l'article 122 du Code des professions.

Si l'enquête démontre qu'une infraction a été commise le syndic peut alors décider de porter, en vertu de l'article 116 du Code des professions, une plainte devant le Comité de discipline. Il peut aussi à sa discrétion, décider de référer le cas au Comité d'inspection professionnelle ou, conformément à l'article 123.6 du Code des professions, proposer aux parties la conciliation des différends.

Il doit en outre procéder à la conciliation des comptes, conformément au règlement de l'Ordre adopté à cet effet.

**Bilan des réalisations :**

Dans le cadre de ce mandat, le syndic et les syndics correspondants ont répondu à des demandes de renseignements et à des demandes d'enquête. Ils ont selon le cas, ouvert des dossiers, fait des enquêtes, procédé à des conciliations, porté des plaintes devant le Comité de discipline et obtenu des sanctions contre les contrevenants.

Au 31 mars 2000, trois plaintes étaient en attente de décisions.

Entre le 1er avril 2000 et le 31 mars 2001, 14 enquêtes commencées durant l'exercice précédent ont été complétées et trois causes en suspens devant le Comité de discipline ont été entendues et jugées. Le bureau du syndic a reçu 1 704 appels téléphoniques dont 137 demandes d'enquête et 5 demandes de conciliation des comptes. Parmi les 137 demandes d'enquête, 88 ont été fermées au niveau de la pré-enquête et classées tandis que 49 ont débouché sur l'ouverture d'un dossier et d'une enquête approfondie.

De ces 49 dossiers d'enquête:

- Dix-neuf ont été fermés après avoir conclu qu'il n'y avait pas matière à porter plainte devant le Comité de discipline. Six de ces décisions ont été portées devant le Comité de révision dont trois sont en attente de décision. Une décision a été rendue dans un dossier transmis au comité en 1999.
- Deux ont donné lieu à des avertissements du syndic aux médecins vétérinaires concernés.
- Deux ont été fermés à la suite d'engagements solennels envers la profession de la part des vétérinaires concernés.
- Quatre ont été référés au Comité d'inspection professionnelle.
- Un a été réglé par conciliation.
- Seize sont encore à l'étude.
- Cinq ont donné lieu au dépôt d'une plainte disciplinaire pour dérogation à la Loi et aux règlements dans les domaines suivants :

1) Déontologie :

- avoir à deux reprises fait défaut de répondre aux correspondances répétées du Comité d'inspection professionnelle.

2) Déontologie et Règlement sur les effets et les cabinets de consultation :

- avoir prescrit ou renouvelé, à plusieurs reprises, une ordonnance sans procéder aux examens appropriés, ni procédé à des contrôles sanguins adéquats mettant ainsi la vie de l'animal en danger.
- avoir renouvelé à plusieurs reprises la même ordonnance et vendu un médicament sans le noter au dossier.

3) Déontologie et Règlement sur les effets et les cabinets de consultation :

- avoir renouvelé à plusieurs reprises une ordonnance sans revoir l'animal et sans procéder aux examens appropriés ni procédé à des contrôles sanguins adéquats, mettant ainsi la vie de l'animal en danger.
- avoir renouvelé sur simple demande une ordonnance sans s'assurer que les quantités vendues correspondaient aux doses prescrites.
- avoir renouvelé la même ordonnance à plusieurs reprises et vendu un médicament sans le noter au dossier.

4) Déontologie :

- avoir permis qu'on utilise son nom et le nom de sa clinique pour vendre à des producteurs des médicaments énumérés à l'Annexe IV du Règlement sur les conditions et modalités de vente des médicaments, abdiquant ainsi tout contrôle sur l'inventaire et la vente de ces médicaments.
- avoir rédigé des ordonnances pour préparation magistrale par un pharmacien, à la seule fin de pourvoir un meunier d'un inventaire de ces médicaments destinés à la revente.

5) Déontologie et Code des professions :

- avoir surpris la bonne foi du syndic en négligeant de donner suite à une entente de cure de désintoxication.
- Ne pas s'être abstenu d'exercer sa profession dans des conditions ou états susceptibles de compromettre la qualité de ses actes ou la dignité de sa profession.

**Tribunal des professions :**

Un médecin vétérinaire a porté en appel la décision du Comité de discipline et le Tribunal des professions a rendu le 9 mai 2000, une décision d'acquittement.

**Conciliation des comptes :**

Sur les cinq tentatives de conciliation de comptes, deux ont donné lieu à une entente et trois autres ont échoué.

**Exercice illégal de la médecine vétérinaire :**

- Huit dénonciations d'exercice illégal ont donné ouverture à autant d'enquêtes de la part du syndic.
- Cinq ne sont pas encore terminées.
- Trois poursuites ont été intentées devant la Cour du Québec.

L'Ordre a obtenu une condamnation dans une cause et est en attente de jugement dans une autre, tandis qu'une troisième est pendante devant la Cour.

**Vente illégale de médicaments vétérinaires :**

Huit enquêtes ont été ouvertes dans le domaine de la vente illégale de médicaments vétérinaires. Cinq ne sont pas encore terminées et trois ont donné lieu à des poursuites devant la Cour du Québec. Au 31 mars 2001, ces causes étaient encore pendantes.

# RAPPORT D'ACTIVITÉS DU COMITÉ DE DISCIPLINE

**Membres:**

Maître Micheline Leclerc, présidente
Docteure Élise Coutu
Docteur Serge Hamel
Docteur Jean-Paul Laferrière
Docteur Camille Moore
Docteur Julien Rompré

Secrétaire: Monsieur Réjean Pedneault
Secrétaire suppléante: Madame Françoise Demers

**Réalisations:**

Le comité a tenu deux audiences durant l'année.

**Activités:**

Quatre médecins vétérinaires ont été cités à comparaître devant le Comité de discipline et ont fait l'objet de plaintes composées des infractions suivantes :

**Code des professions :**

| | Articles | Nombre |
|---|---|---|
| • comportement indigne | 54 | 1 |
| • manœuvres interdites | 60.3 | 1 |
| • entrave au travail du secrétaire du Comité d'inspection professionnelle | 114 | 2 |
| | Total : | 4 |

**Code de déontologie**

| | | |
|---|---|---|
| • action irresponsable et indigne | 3 | 2 |
| • conditions d'exercice inadéquates | 6 | 1 |
| • publicité trompeuse | 33 | 1 |
| • publicité désobligeante envers ses confrères | 34 | 1 |
| • publicité diffamatoire | 35 | 1 |
| • mercantilisme | 38 | 2 |
| • refus de répondre au secrétaire du Comité d'inspection professionnelle | 46 | 2 |
| • atteinte à la bonne foi du syndic | 47 | 1 |
| • aide à la pratique illégale | 51 | 1 |
| | Total : | 12 |

| | Articles | Nombre |
|---|---|---|
| **Règlement sur les ordonnances:** | | |
| • aucune ordonnance | 1 | 1 |
| | Total : | 1 |
| **Règlement sur les effets et les cabinets de consultation des médecins vétérinaires :** | | |
| • absence de dossier | 5 | 1 |
| | Total : | 1 |
| **Règlement sur les conditions et modalités de vente des médicaments** | 12 | 1 |
| | Total : | 1 |

Des quatre plaintes portées au Comité de discipline, trois décisions ont été rendues et elles se répartissent comme suit :

**Sanctions :**

| | |
|---|---|
| Amendes de 600 $ + frais : | 6 |
| Réprimandes : | 2 |

L'audition d'une plainte a débuté en janvier 2001 et est reportée *sine die*.

Un jugement du Tribunal des professions a été rendu le 9 mai 2000.

# RAPPORT D'ACTIVITÉS DU COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

**Membres:**

Docteur Paul Desrosiers, président
Docteur Michel Bordeleau
Docteure Brigitte Boucher
Docteur Sylvain Forget
Docteure Julie Lamontagne
Docteur Pierre Marcoux
Docteure Sylvie Robin

**Inspecteurs-conseils:**

Docteur Maurice Desrochers
Docteur Raymond Éthier
Docteure Suzanne Lecomte

**Enquêteurs-experts:**

Docteur Paul Baillargeon
Docteur Jean Baril
Docteur Pierre-Grégoire Dubé /
Docteure Suzanne Milette
Docteure Manon Lécuyer
Docteur Paul-Guy Major /
Docteure Marilyn Dunn
Docteur Jean Moreau
Docteur Claude Tremblay
Docteur André Vrins

**Mandat:**

Le Comité d'inspection professionnelle a pour fonction de surveiller l'exercice de la profession par les membres et de procéder notamment à la vérification de leurs dossiers, livres, registres, médicaments, poisons, produits, substances, appareils et équipements relatifs à cet exercice. À la demande du Bureau, ou de sa propre initiative, le comité a également pour mandat d'enquêter sur la compétence professionnelle d'un membre aux fins de laquelle il peut s'adjoindre des experts. Finalement, le comité fait rapport au Bureau et formule les recommandations qu'il juge appropriées. Par son action, le comité vise à améliorer la qualité de l'exercice et la valeur de l'acte professionnel.

**Réalisations:**

Le comité a tenu sept réunions régulières et deux réunions spéciales durant l'année.

Le comité a inspecté 388 médecins vétérinaires dans 212 établissements vétérinaires.

Il a délivré des attestations de conformité aux normes minimales d'exercice à 33 établissements vétérinaires.

Les recommandations le plus souvent formulées à la suite de la surveillance générale concernaient principalement la tenue des dossiers, l'aménagement d'un local pour la garde des animaux contagieux, les ordonnances, les étiquettes pour la distribution des médicaments, les mesures de sécurité en radiologie, la modernisation de la bibliothèque, les éclairages d'urgence.

Le comité a tenu sept enquêtes particulières sur la compétence et a recommandé au Bureau d'imposer un stage de perfectionnement à trois médecins vétérinaires.

Une enquête sur la compétence a fait l'objet d'une contestation juridique.

Un stage est présentement en cours, un autre a été annulé pour cause de cessation d'exercer dans le domaine concerné et le troisième pour raison de retraite prise le 1er avril 2001.

De plus, le comité a :

- transmis un dossier au syndic;
- étudié cinq demandes de vérification du syndic;
- reçu en audition deux médecins vétérinaires dans le cadre d'une imposition de stage de perfectionnement;
- apporté des modifications au projet d'entente de référence entre un médecin vétérinaire et un autre établissement vétérinaire dans les cas de services qu'il n'offre pas à sa clientèle;
- demandé un avis à un expert sur un protocole d'anesthésie;
- recommandé au Bureau de nommer des experts additionnels dans le domaine des animaux de compagnie;

# RAPPORT D'ACTIVITÉS DES AUTRES COMITÉS STATUTAIRES

## RÉVISION DES PLAINTES

**Membres:**

Docteur Jean Piérard, président
Docteure Johanne Bernard
Madame Ginette Bérubé
Docteur Gilbert Hallé
Docteur Pierre Martin
Madame Johanne Valois

**Mandat:**

En vertu du Code des professions, le comité a pour fonction de donner à toute personne qui en fait la demande, un avis relativement à la décision du syndic ou d'un syndic correspondant de ne pas porter une plainte qu'elle a soumise au syndic.

**Réalisations:**

Le comité a tenu trois réunions et traité quatre demandes.

Dans un cas, le comité a suggéré au syndic de compléter son enquête.

Dans les trois autres cas, le comité a conclu qu'il n'y avait pas lieu de porter plainte devant le Comité de discipline.

## CONSEIL D'ARBITRAGE DES COMPTES

**Membres:**

Docteur Gaston Provencher, arbitre
Docteur Gilbert Hallé
Docteure Caroline Proulx

**Mandat:**

Le Conseil d'arbitrage des comptes entend les parties et reçoit leur preuve ou constate leur défaut. Il peut maintenir ou diminuer le compte en litige, déterminer le remboursement ou le paiement auquel une partie peut avoir droit et statuer sur le montant que le client a reconnu devoir et qu'il a transmis avec sa demande d'arbitrage.

**Réalisations:**

Aucune cause n'a été entendue au cours de cet exercice.

## FORMATION EN MÉDECINE VÉTÉRINAIRE

**Membres:**

Représentants de l'Ordre:
Docteure Christiane Gagnon
Docteur Georges Lemire

Représentants de la Faculté:
Docteure Diane Blais
Docteur André Dallaire
Docteur Pierre Lamothe
Docteur Raymond S. Roy

Représentants des étudiants:
Madame Éliane Leroux, 1re année
Madame Marie-O.Benoit-Biancamaro, 2e année
Monsieur Philippe Labelle, 3e année
Monsieur Yves Martin, 4e année

**Mandat:**

En vertu du Règlement sur le Comité de la formation en médecine vétérinaire, le mandat du comité consiste à faire des recommandations à l'Ordre, à la Faculté, à l'Office des professions, de même qu'aux universités et au Ministère de l'Éducation sur le programme d'étude, les examens, les stages de formation, les examens professionnels et la formation continue.

**Réalisations:**

Le Comité a tenu une réunion durant l'année.

Le Comité a étudié les sujets suivants :

- reconnaissance de nouvelles spécialités;
- fréquence des communications entre l'Ordre et les étudiants;
- curriculum : enseignement/impact des nouvelles sources de financement;
- mise à jour du NAVLE (North American Veterinary Licensing Examination): nouvel examen informatisé du Bureau National des Examinateurs.

## ADMISSION

**Membres:**

Docteur Jean Piérard, président
Docteur Daniel Barrette
Docteur Serge Larivière

**Mandat:**

Le Comité d'admission a pour mandat de surveiller l'admission à l'exercice.

**Réalisations:**

Le Comité a tenu trois réunions durant l'année.

Après l'étude de dix-huit dossiers académiques, il a recommandé au Bureau que douze équivalences de diplômes soient accordées. Six candidats ne se qualifiaient pas pour l'obtention d'une équivalence de diplôme en vertu du Règlement sur l'équivalence des diplômes et de formation.

# RAPPORT D'ACTIVITÉS DES AUTRES COMITÉS

## CONGRÈS

**Membres:**

Docteure Christiane Gagnon, présidente
Docteure Sylvie Latour
Docteure Daphné Pontbriand
Monsieur Réjean Pedneault

**Mandat:**

Le comité a pour mandat d'organiser la tenue du congrès annuel de l'Ordre. Le comité est aussi responsable de son budget et doit s'autofinancer.

**Réalisations:**

Le comité a tenu quatre réunions durant l'année 2000 (le 2 février – le 31 mai – le 6 septembre - ainsi que la réunion rétrospective, le 8 novembre 2000).

Le congrès a eu lieu du 28 au 30 septembre 2000 à l'Hôtel Gouverneur de Saint-Hyacinthe. Plus de 350 congressistes ont participé au programme scientifique. Une prestation de haut calibre dans les cinq principaux secteurs d'activité a été offerte par trente-six conférencières et conférenciers réputés. Ceux-ci ont présenté un total de quarante-six conférences durant ces deux journées. De plus, 130 techniciens et techniciennes en santé animale (TSA) ont assisté au programme préparé pour eux, durant la journée du samedi 30 septembre.

L'Ordre a présenté un programme professionnel d'actualité et pertinent à l'aube du nouveau millénaire : *« Le nouveau rôle du vétérinaire dans la société »*, celui qui implique une plus grande responsabilité légale.

Lors du banquet, deux prix honorifiques ont été remis à des membres de la profession :

- Médaille saint Éloi : Docteur Pierre Lamothe
- Prix « Mérite » du Conseil interprofessionnel du Québec : Docteure Micheline Filion Carrière

## FORMATION CONTINUE

**Membres:**

Docteure Sylvie Latour, présidente
Docteur André Broes
Docteur Richard Beaudoin
Docteur Claude Deslandes
Docteur Jacques Dupuis
Docteure Micheline Filion Carrière
Docteure Françoise Gagnon
Docteur Jean Piérard
Docteur André Vrins

**Mandat:**

Le comité a pour mandat de coordonner les activités de formation continue existantes, d'offrir des ateliers et un congrès annuel de façon à combler les besoins des membres en regard des services que ceux-ci doivent rendre au public, d'agréer les sessions externes et d'établir les exigences de mise à jour.

Le comité est composé des responsables de la formation continue de chacune des associations de praticiens, d'un représentant de la Faculté ainsi que du rédacteur en chef de la revue scientifique.

**Réalisations:**

Le comité n'a tenu aucune réunion durant l'année.

La directrice publie un babillard dans le journal « *Le Vétérinarius* », informant les membres des sessions scientifiques données par les associations ou les organismes externes.

Le congrès de l'Ordre a permis aux 350 médecins vétérinaires présents d'acquérir 12,5 heures de formation continue. En plus du congrès, le Service de la formation continue a organisé trois soirées régionales et deux ateliers dans le secteur des animaux de compagnie.

Un service de formation à distance est également offert aux membres. Plus de 212 titres avec questionnaires sont disponibles à la vidéothèque de l'Ordre ainsi que 34 publications scientifiques. Sur les vingt (20) heures exigées par période de deux (2) ans, huit (8) heures peuvent être complétées par des programmes de formation continue à distance agréés par le Service de la formation continue de l'O.M.V.Q. et évalués par questionnaire, notamment ceux de la vidéothèque et de la revue «*Le Médecin Vétérinaire du Québec*». Plus de 200 médecins vétérinaires québécois se sont prévalus de cette opportunité.

Depuis le 12 octobre 2000, l'Ordre accorde un maximum de trois (3) heures de formation continue dans le domaine de la gestion, sur les vingt (20) heures obligatoires par période de deux ans.

En raison de divers changements survenus au Service de la formation continue au cours de l'année 2000, notamment, la prise en charge d'un volet important de la formation continue par la Faculté de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe ainsi que le grand nombre d'activités de formation de haut niveau organisées par les diverses associations vétérinaires, le Comité de la formation continue a donc été jugé désuet sous sa forme actuelle. Les administrateurs du Bureau ont décidé de le dissoudre, lors de leur réunion du 12 octobre 2000.

Depuis le mois de janvier 2001, le Service de la formation continue a été intégré au nouveau Service du développement professionnel qui englobe également l'admission à l'exercice et l'inspection professionnelle.
Le nouveau mandat de l'Ordre en matière de formation continue consiste à :

1- surveiller et agréer les formations et programmes donnés par les organismes externes;
2- suivre de près le nombre, la qualité et la disponibilité des sessions pour s'assurer du maintien de l'accessibilité à la formation de même que du degré de satisfaction des membres face à ces activités;
3- vérifier que les médecins vétérinaires respectent les exigences en formation continue, en tenant à jour la fiche personnelle de chacun d'eux.

À la suite de la dissolution du Comité de la formation continue, la responsabilité de ce dossier et la majorité des décisions qui le concernent sont sous la supervision de la directrice et la coordonnatrice du Service du développement professionnel. Au besoin, des consultations sont menées auprès des associations, d'autres personnes-ressources, du Comité administratif ou du Bureau.

## MÉDICAMENTS

**Membres:**

Docteur Charles Surprenant/
Docteur Yves Gosselin, président
Docteur Pierre Bédard
Docteur Richard Bourassa
Docteur Guy Giguère
Docteur Ghislain Hébert
Docteur Alain Villeneuve

**Mandat:**

Le comité a pour mandat d'étudier toute question relative aux médicaments vétérinaires et formule, s'il y a lieu, des recommandations au Bureau quant aux positions à adopter.

**Réalisations:**

Le comité n'a tenu aucune réunion formelle durant l'année, mais des échanges réguliers ont eu cours relativement aux modifications de la mise à jour du Règlement sur les conditions et modalités de vente des médicaments. Des recommandations ont été acheminées au Bureau et subséquemment à l'Office des professions du Québec.

Le règlement a été adopté avec satisfaction.

## RECONNAISSANCE DU MÉRITE

**Membres:**

Docteur Luc Breton, président
Docteur Paul Baillargeon
Docteur Norbert Bonneau
Docteur Raynald Savaria

**Mandat:**

Le comité a pour mandat d'étudier les mises en nomination touchant tous les prix et récompenses attribués aux médecins vétérinaires québécois et de faire des recommandations au Bureau de l'Ordre.

**Réalisations:**

Le comité a tenu une réunion durant l'année.

Le comité a recommandé une candidature aux administrateurs du Bureau pour l'attribution de la médaille saint Éloi, prix reconnaissant l'oeuvre de l'ensemble d'une vie professionnelle.

## RÉMUNÉRATION

**Membres:**

Docteure Denise Tousignant, présidente
Docteure Sylvie Latour/Docteur Yves Gosselin
Madame Andrée Tremblay

**Mandat:**

Le Comité a pour mandat de recommander au Bureau, les changements aux échelles salariales établies dans la politique de rémunération en fonction des variations de l'indice des prix à la consommation. Il est également chargé des évaluations du syndic et du directeur général et de faire les recommandations au Bureau quant à leur traitement. Il recommande aussi au Bureau la rétribution à consentir à la présidence.

**Réalisations:**

Le Comité a tenu deux réunions durant l'année.

Le Comité a pris connaissance des évaluations et révisions de contrats faites par le directeur général. L'évaluation du directeur général et du syndic, en collaboration avec la présidente de l'Ordre, a aussi été réalisée.

## REVUE

**Membres:**

Docteur Jean Piérard, rédacteur en chef
Docteur André Bisaillon, rédacteur
Docteur Claude Pigeon, rédacteur

**Mandat:**

Le comité a pour mandat d'assurer la publication, chaque année, de quatre numéros de la revue « Le Médecin Vétérinaire du Québec ». La Revue, produite conjointement avec la Faculté de médecine vétérinaire, renseigne les médecins vétérinaires québécois sur les récents développements scientifiques.

La revue est répertoriée dans plusieurs catalogues internationaux. De plus, elle est échangée, via la bibliothèque de la Faculté, avec plus de 70 autres revues à travers le monde. Elle est publiée sur le site internet de la bibliothèque de la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal.

**Réalisations:**

Le comité a tenu deux réunions durant l'année 2000.

Au cours de l'année 2000, quatre numéros de la revue «*Le Médecin Vétérinaire du Québec*» ont été publiés. Les quatre thèmes développés ont été: «*La vaccination*», «*La dermatologie*», «*Les affections du système nerveux*» et «*La médecine porcine et avicole*». Plus de 190 questionnaires de formation à distance ont été retournés pour correction et compilation aux fins de crédits de formation continue.

Cette année, la mise en page a été effectuée au siège social de l'Ordre.

## SPÉCIALISTES

**Membres:**

Docteur Jacques Dupuis, président
Docteur Michel Desnoyers
Docteure Monique Doré
Docteur Pierre-Grégoire Dubé
Docteur Gilles Fecteau /
Docteur André Desrochers
Docteur Serge Messier
Docteur Denis Vaillancourt

**Mandat :**

Le comité a pour mandat d'examiner les demandes de certificats de spécialistes, d'évaluer les demandes d'équivalence de diplôme et de formation, de recommander au Bureau de reconnaître les équivalences acceptables, d'évaluer les demandes d'inscriptions aux examens, de recommander au Bureau l'endroit, la date, l'heure, les modalités et les résultats. Il doit aussi recommander au Bureau le coût des frais relatifs à la délivrance du certificat et des frais exigés pour les examens.

**Réalisations:**

Le comité a tenu une réunion durant l'année.

Les membres du comité ont procédé à l'étude d'une demande et ont recommandé au Bureau de délivrer un certificat de spécialiste en chirurgie des animaux de compagnie.

Le Bureau a entériné la liste des spécialités que le comité souhaite voir reconnaître au Québec. La démarche a été entreprise auprès de l'Office des professions d'ajouter les nouvelles spécialités dans le Règlement sur les conditions et modalités de délivrance des permis et des certificats de spécialiste de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec.

# RAPPORT D'ACTIVITÉS DU COMITÉ AD HOC

**ÉCHOGRAPHIE**

**Membres:**

Docteur Christian Cloutier, président
Docteure Sarah Despatie
Docteure Daphné Pontbriand
Docteur Gaston Rioux
Docteur Walter Verhoef

**Mandat:**

Le Comité a pour mandat de recommander au Bureau un plan d'action stratégique de promotion, d'information et d'action à privilégier visant la reconnaissance de l'acte vétérinaire échographique en général, et plus particulièrement, dans les secteurs ovin et caprin.

**Réalisations:**

Le Comité a tenu une réunion durant l'année.

Le Comité a procédé à une analyse sectorielle de la problématique de l'échographie vétérinaire. Il a pris connaissance des résultats du sondage; lequel avait été expédié à tous les médecins vétérinaires.

Dans son rapport, le Comité a recommandé au Bureau une stratégie visant à faire reconnaître le diagnostic échographique, incluant le diagnostic de gestation, comme étant un acte vétérinaire. Il a dressé les principales étapes comme suit :

- une prise de position claire et publique par l'OMVQ;
- une dissémination de l'information au public par des intervenants et des médecins vétérinaires;
- la formation continue des médecins vétérinaires afin d'assurer la compétence et la disponibilité optimales des ressources;
- la prise d'actions concrètes comportant avis et cas de poursuite sélectionnés.

## MEMBRES ACTIFS INSCRITS AU TABLEAU DE L'ORDRE
## AU 31 MARS 2001
## RÉPARTIS SELON LES RÉGIONS ÉLECTORALES ET LES FONCTIONS PRINCIPALES

| **Régions électorales** (voir note) | **01** | **02** | **03** | **04** | **05** | **06** | **07** | **08** | **09** | **M** | **F** | **TOTAL** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pratique des grands animaux (toutes les espèces) | 46 | 12 | 71 | 0 | 19 | 40 | 12 | 58 | 4 | 210 | 52 | 262 |
| Pratique bovine | 8 | 5 | 34 | 0 | 6 | 18 | 7 | 33 | 2 | 98 | 15 | 113 |
| Pratiques ovine et caprine (exclusivement) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pratique porcine | 0 | 3 | 9 | 1 | 0 | 9 | 3 | 14 | 2 | 26 | 15 | 41 |
| Pratique équine | 1 | 7 | 5 | 2 | 10 | 1 | 6 | 29 | 5 | 38 | 28 | 66 |
| Pratique aviaire | 0 | 0 | 2 | 1 | 0 | 1 | 3 | 2 | 1 | 5 | 5 | 10 |
| Pratique des animaux aquatiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 1 | 1 | 2 |
| Pratique des petits animaux (toutes les espèces) | 49 | 70 | 62 | 200 | 91 | 19 | 77 | 211 | 13 | 307 | 485 | 792 |
| Pratique canine | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 2 |
| Pratique féline | 1 | 1 | 0 | 3 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 7 | 7 |
| Pratique des oiseaux exotiques | 0 | 0 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 7 | 7 |
| Enseignement | 4 | 1 | 2 | 2 | 1 | 1 | 1 | 39 | 4 | 33 | 22 | 55 |
| Recherche | 1 | 4 | 0 | 9 | 0 | 0 | 2 | 17 | 8 | 25 | 16 | 41 |
| Inspection des viandes | 4 | 7 | 11 | 28 | 7 | 12 | 11 | 12 | 8 | 55 | 45 | 100 |
| Contrôle des épizooties | 3 | 8 | 5 | 3 | 6 | 1 | 0 | 9 | 5 | 24 | 16 | 40 |
| Laboratoire de diagnostic | 3 | 5 | 2 | 3 | 0 | 0 | 3 | 16 | 3 | 21 | 14 | 35 |
| Médecine des animaux de laboratoire | 0 | 2 | 0 | 9 | 0 | 0 | 2 | 0 | 6 | 8 | 11 | 19 |
| Médecine des animaux à fourrure, sauvages et jardins zoologiques | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 1 | 4 | 2 | 6 |
| Médecine vétérinaire industrielle | 0 | 1 | 3 | 1 | 0 | 2 | 0 | 6 | 1 | 11 | 3 | 14 |
| Médecine vétérinaire de l'environnement | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 2 | 0 | 4 | 0 | 4 |
| Enseignement des techniques en santé animale | 8 | 0 | 10 | 4 | 7 | 0 | 0 | 1 | 1 | 10 | 21 | 31 |
| Administration | 1 | 13 | 1 | 8 | 2 | 2 | 1 | 11 | 3 | 26 | 16 | 42 |
| Animaux exotiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Élevages exotiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 |
| Autre | 3 | 4 | 2 | 17 | 4 | 1 | 8 | 25 | 16 | 40 | 40 | 80 |
| **TOTAL:** | **133** | **144** | **221** | **297** | **154** | **108** | **137** | **493** | **83** | **949** | **821** | **1 770** |

NOTE:
01 = Est
02 = Québec
03 = Mauricie, Bois-Francs et Estrie
04 = Montréal
05 = Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Laurentides
06 = Chaudière-Appalaches
07 = Laval et Lanaudière
08 = Montérégie
09 = Autre

## MEMBRES ACTIFS INSCRITS AU TABLEAU DE L'ORDRE
## AU 31 MARS 2001
## RÉPARTIS SELON LES RÉGIONS ÉLECTORALES ET LES FONCTIONS PRINCIPALES

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pratique des grands animaux (toutes les espèces) | 46 | 12 | 71 | 0 | 19 | 40 | 12 | 58 | 4 | 210 | 52 |
| Pratique bovine | 8 | 5 | 34 | 0 | 6 | 18 | 7 | 33 | 2 | 98 | 15 |
| Pratiques ovine et caprine (exclusivement) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pratique porcine | 0 | 3 | 9 | 1 | 0 | 9 | 3 | 14 | 2 | 26 | 15 |
| Pratique équine | 1 | 7 | 5 | 2 | 10 | 1 | 6 | 29 | 5 | 38 | 28 |
| Pratique aviaire | 0 | 0 | 2 | 1 | 0 | 1 | 3 | 2 | | 5 | 5 |
| Pratique des animaux aquatiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 1 | 1 |
| Pratique des petits animaux (toutes les espèces) | 49 | 70 | 62 | 200 | 91 | 19 | 77 | 211 | 13 | 307 | 485 |
| Pratique canine | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 |
| Pratique féline | 1 | 1 | 0 | 3 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 7 |
| Pratique des oiseaux exotiques | 0 | 0 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 7 |
| Enseignement | 4 | 1 | 2 | 2 | 1 | 1 | 1 | 39 | 4 | 33 | 22 |
| Recherche | 1 | 4 | 0 | 9 | 0 | 0 | 2 | 17 | 8 | 25 | 16 |
| Inspection des viandes | 4 | 7 | 11 | 28 | 7 | 12 | 11 | 12 | 8 | 55 | 45 |
| Contrôle des épizooties | 3 | 8 | 5 | 3 | 6 | 1 | 0 | 9 | 5 | 24 | 16 |
| Laboratoire de diagnostic | 3 | 5 | 2 | 3 | 0 | 0 | 3 | 16 | 3 | 21 | 14 |
| Médecine des animaux de laboratoire | 0 | 2 | 0 | 9 | 0 | 0 | 2 | 0 | 6 | 8 | 11 |
| Médecine des animaux à fourrure, sauvages et jardins zoologiques | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 1 | 4 | 2 |
| Médecine vétérinaire industrielle | 0 | 1 | 3 | 1 | 0 | 2 | 0 | 6 | 1 | 11 | 3 |
| Médecine vétérinaire de l'environnement | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 2 | 0 | 4 | 0 |
| Enseignement des techniques en santé animale | 8 | 0 | 10 | 4 | 7 | 0 | 0 | 1 | 1 | 10 | 21 |
| Administration | 1 | 13 | 1 | 8 | 2 | 2 | 1 | 11 | 3 | 26 | 16 |
| Animaux exotiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Élevages exotiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Autre | 3 | 4 | 2 | 17 | 4 | 1 | 8 | 25 | 16 | 40 | 40 |

NOTE:
01 = Est
02 = Québec
03 = Mauricie, Bois-Francs et Estrie
04 = Montréal
05 = Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Laurentides
06 = Chaudière-Appalaches
07 = Laval et Lanaudière
08 = Montérégie
09 = Autre

1- Membres actifs au 31 mars 2001: Femmes: 821 Hommes: 949 Total: 1 770

2- Répartition des médecins vétérinaires selon le statut professionnel:

| Statut | au 31 mars 2001 | Décédés |
|---|---|---|
| Actifs | 1 770 | 4 |
| Retraités (incluant les membres honoraires) | 222 | 10 |

3- Médecins vétérinaires admis à l'exercice de la médecine vétérinaire durant l'année par le Bureau : 75

4- Permis temporaires émis durant l'année : 19

5- Certificat de spécialiste émis: 1

6- Médecins vétérinaires décédés durant l'année : 14

| | | | |
|---|---|---|---|
| Docteur Georges Girard | MON-39 | | septembre 2000 |
| Docteur Albert A. Lefebvre | MON-41 | 23 | septembre 2000 |
| Docteur Arthur Forest | MON-61 | 26 | septembre 2000 |
| Docteur Hubert Jasmin | TOR-51 | 6 | octobre 2000 |
| Docteur Pierre Larue | MON-53 | | novembre 2000 |
| Docteur Édouard Denis | MON-42 | 6 | novembre 2000 |
| Docteur Paul Archambault | MON-33 | 3 | décembre 2000 |
| Docteur Paul Genest | MON-36 | 10 | décembre 2000 |
| Docteure Nathalie Trudeau | MON-89 | 15 | décembre 2000 |
| Docteur Joseph Blanchet | MON-36 | 3 | janvier 2001 |
| Docteur Denis Clairmont | MON-52 | 10 | février 2001 |
| Docteur Henri Trudel | MON-35 | 26 | février 2001 |
| Docteur Guy Ouellet | MON-57 | 28 | janvier 2001 |
| Docteur Hubert Goyer | MON-34 | 7 | mars 2001 |

7- Le montant de la cotisation au 31 mars 2001 : 550 $ + taxes

ORDRE DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES DU QUÉBEC

ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2001

## *Rapport des vérificateurs*

Aux administrateurs de
l'**ORDRE DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES DU QUÉBEC**

Nous avons vérifié le bilan de l'ORDRE DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES DU QUÉBEC au 31 mars 2001 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Ordre. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. Notre vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Ordre au 31 mars 2001 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus.

Vernis Paquin Hébert

Saint-Hyacinthe,
le 15 mai 2001

Société en nom collectif
Comptables agréés

## *Résultats pour l'exercice terminé le 31 mars*

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| **PRODUITS** | | |
| Administration générale (annexe A) | 992 848 $ | 987 046 $ |
| Inspection professionnelle | 6 092 | 3 284 |
| Développement professionnel | 27 434 | 100 410 |
| Congrès | 212 214 | 211 446 |
| Publications (annexe B) | 163 824 | 142 659 |
| Communications | 1 167 | 1 113 |
| Immeuble | 68 280 | 64 311 |
| Étude économique | 938 | 4 858 |
| | 1 472 797 | 1 515 127 |
| **CHARGES** | | |
| Administration générale (annexe C) | 433 590 | 402 019 |
| Bureau et comités (annexe D) | 34 971 | 44 909 |
| Bureau du syndic (annexe E) | 190 953 | 180 412 |
| Développement professionnel (annexe F) | 95 790 | 136 060 |
| Inspection professionnelle (annexe G) | 75 484 | 73 048 |
| Publications (annexe H) | 200 441 | 166 676 |
| Communications | 26 864 | 7 999 |
| Immeuble (annexe I) | 175 987 | 150 258 |
| Assemblée générale | 1 786 | 920 |
| Rapport annuel | 4 744 | 4 672 |
| Remise des licences | 1 263 | 1 258 |
| Examen | 4 641 | 4 631 |
| Congrès | 211 883 | 205 127 |
| Étude économique | 552 | 31 950 |
| Élections | - | 241 |
| | 1 458 949 | 1 410 180 |
| **EXCÉDENT DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES** | 13 848 $ | 104 947 $ |

## *Évolution des actifs nets pour l'exercice terminé 31 mars*

| | Actifs nets affectés | Actifs nets non affectés | 2001 Total | 2000 Total |
|---|---|---|---|---|
| **SOLDE AU DÉBUT** | - $ | 559 467 $ | 559 467 $ | 454 520 $ |
| **Excédent des produits par rapport aux charges** | - | 13 848 | 13 848 | 104 947 |
| **SOLDE À LA FIN** | - $ | 573 315 $ | 573 315 $ | 559 467 $ |

*(Voir les notes complémentaires)*

## *Bilan au 31 mars*

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| **ACTIF À COURT TERME** | | |
| Encaisse | 451 168 $ | 773 601 $ |
| Débiteurs (note 4) | 60 646 | 88 171 |
| Frais payés d'avance | 13 638 | 9 382 |
| Placements réalisables au cours du prochain exercice | 132 648 | 147 632 |
| | 658 100 | 1 018 786 |
| **PLACEMENTS** (note 5) | - | 125 263 |
| **IMMOBILISATIONS** (note 6) | 787 548 | 674 076 |
| **DÉPÔT DE GARANTIE** | 1 500 | 1 500 |
| | 1 447 148 $ | 1 819 625 $ |
| **PASSIF** | | |
| **PASSIF À COURT TERME** | | |
| Créditeurs (note 7) | 215 658 $ | 265 571 $ |
| Produits reportés | 305 327 | 620 680 |
| Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice | 22 468 | 21 059 |
| | 543 453 | 907 310 |
| **DETTE À LONG TERME** (note 8) | 330 380 | 352 848 |
| | 873 833 | 1 260 158 |
| **ACTIFS NETS** | | |
| **ACTIFS NETS NON AFFECTÉS** | 573 315 | 559 467 |
| | 1 447 148 $ | 1 819 625 $ |

**Au nom du Bureau :**

..... **Présidente**

..... **Directeur général**

***(Voir les notes complémentaires)***

## *Flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars*

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| **ACTIVITÉS D'EXPLOITATION** | | |
| Excédent des produits par rapport aux charges | 13 848 $ | 104 947 $ |
| Ajustements pour: | | |
| Amortissement des immobilisations | 26 017 | 25 124 |
| Perte sur cession d'immobilisations | 17 546 | - |
| | 57 411 | 130 071 |
| Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 9) | ( 341 997) | ( 4 708) |
| | ( 284 586) | 125 363 |
| **ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT** | | |
| Acquisition de placements | ( 213 753) | ( 283 907) |
| Encaissement de placements | 354 000 | 270 765 |
| Acquisition d'immobilisations | ( 157 035) | ( 5 036) |
| | ( 16 788) | ( 18 178) |
| **ACTIVITÉS DE FINANCEMENT** | | |
| Remboursement de la dette à long terme | ( 21 059) | ( 19 675) |
| **AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DES ESPÈCES** | ( 322 433) | 87 510 |
| **ENCAISSE AU DÉBUT** | 773 601 | 686 091 |
| **ENCAISSE À LA FIN** | 451 168 $ | 773 601 $ |

*(Voir les notes complémentaires)*

## *Notes complémentaires pour l'exercice terminé le 31 mars 2001*

### 1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'Ordre a été constitué en vertu de la L.R.Q., chap. C-26, sanctionné par l'Assemblée Nationale du Québec. L'Ordre est exempté des impôts sur les bénéfices. Sa principale activité est d'assurer la protection du public et le contrôle de l'exercice de la profession par ses membres.

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

### a) Utilisations d'estimations

Pour préparer les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses ayant une incidence sur les montants présentés à l'actif et au passif de même que sur la présentation de l'actif et du passif éventuels, à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges au cours de la période de présentation de l'information. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

### b) Constatation des produits

Les produits de placements non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés.

### c) Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés à la valeur d'acquisition sauf dans le cas d'une moins-value durable. Dans un tel cas, la valeur comptable des placements est réduite pour tenir compte de cette moins-value durable.

### d) Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

| | Méthodes d'amortissement | Durée/ Taux |
|---|---|---|
| Bâtiment | Linéaire | 40 ans |
| Mobilier de bureau | Dégressif | 20 % |
| Matériel informatique | Linéaire | 3 ans |

### e) Imputation des charges

Les charges directement reliées à une fonction sont portées à cette fonction et les frais généraux sont répartis en fonction des salaires du personnel travaillant au bureau de l'Ordre.

## 3. MODIFICATION DE CONVENTION COMPTABLE

Au cours de l'exercice, l'Ordre a modifié l'estimation de la durée de vie utile du matériel informatique. Cette modification n'a pas été appliquée rétroactivement. Si le matériel informatique avait été amorti 20 % solde dégressif, l'excédent des produits par rapport aux charges et les actifs nets non affectés seraient supérieurs de 2 757 $.

## 4. DÉBITEURS

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Débiteurs | 59 141 $ | 87 066 $ |
| Réciprocité des licences | 1 505 | 1 105 |
| | 60 646 $ | 88 171 $ |

## 5. PLACEMENTS

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Placements de portefeuille: | | |
| Obligations, portant intérêt au taux de 5,83 % échéant en juillet 2001, à la valeur d'acquisition (valeur marchande 133 051 $) | 132 648 $ | 272 895 $ |
| Placements réalisables au cours du prochain exercice | ( 132 648) | ( 147 632) |
| | - $ | 125 263 $ |

## 6. IMMOBILISATIONS

| | 2000 | | | 1999 |
|---|---|---|---|---|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur nette | Valeur nette |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES : | | | | |
| Terrain | 85 000 $ | - $ | 85 000 $ | 85 000 $ |
| Bâtiment | 704 743 | 36 985 | 667 758 | 542 415 |
| Mobilier de bureau | 27 022 | 12 501 | 14 521 | 14 917 |
| Matériel informatique | 32 281 | 12 012 | 20 269 | 31 744 |
| | 849 056 $ | 61 498 $ | 787 548 $ | 674 076 $ |

Selon l'évaluation municipale pour 2001, le terrain est évalué à 97 400 $ et le bâtiment à 512 200 $.

## 7. CRÉDITEURS

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Fournisseurs | 23 905 $ | 42 600 $ |
| Jetons | 7 904 | 12 264 |
| Taxe de vente et taxe sur les produits et services | 127 049 | 128 073 |
| Frais courus | 54 853 | 80 571 |
| Intérêts courus | 1 947 | 2 063 |
| | 215 658 $ | 265 571 $ |

## 8. DETTE À LONG TERME

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Emprunt de 400 000 $, remboursable par versements mensuels de 3 728 $, incluant les intérêts au taux de 6,5 %, échéant en avril 2012 et renégociable en novembre 2003, garanti par le terrain et le bâtiment d'une valeur nette comptable de 752 758 $ | 352 848 $ | 373 907 $ |
| Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice | ( 22 468) | ( 21 059) |
| | 330 380 $ | 352 848 $ |

Les versements en capital exigibles sur la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices sont les suivants: 2002, 22 468 $; 2003, 23 972 $; 2004, 25 525 $; 2005, 27 284 $, 2006, 29 110 $.

## 9. VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Débiteurs | 27 525 $ | ( 23 523) $ |
| Frais payés d'avance | ( 4 256) | ( 7 722) |
| Créditeurs | ( 49 913) | 35 854 |
| Produits reportés | ( 315 353) | ( 9 317) |
| | ( 341 997) $ | ( 4 708) $ |

## 10. INTÉRÊTS PAYÉS

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Intérêts payés | 23 676 $ | 25 060 $ |

## 11. INSTRUMENTS FINANCIERS

**a) Risque de crédit**

L'Ordre procède à une évaluation continue de tous ses comptes débiteurs et n'est exposé à aucun risque important à l'égard d'une quelconque contrepartie.

**b) Risque de taux d'intérêt**

La dette à long terme porte un taux d'intérêt fixe. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt de l'Ordre est limité.

## 12. ENGAGEMENT

Suite à la location des locaux du bâtiment de l'Ordre, celui-ci s'est engagé à payer des frais de courtage. Les frais de courtage minimums totalisent 11 598 $ et comprennent les versements suivants pour les deux prochains exercices: 2002, 5 799 $; 2003, 5 799 $.

## 13. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2000 ont été reclassés afin de rendre la présentation conforme avec celle adoptée en 2001.

## *Renseignements complémentaires pour l'exercice terminé le 31 mars*

### Annexe A - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Cotisations des membres | 921 319 $ | 912 350 $ |
| Inscriptions, admissions et examens | 14 605 | 12 395 |
| Amendes | 14 142 | 25 211 |
| Intérêts tirés de ressources non affectés | 42 080 | 36 229 |
| Autres | 702 | 861 |
| | 992 848 $ | 987 046 $ |

### Annexe B - PUBLICATIONS

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Journal | 97 207 $ | 86 039 $ |
| Revue | 36 957 | 29 990 |
| Répertoire des membres | 29 660 | 26 630 |
| | 163 824 $ | 142 659 $ |

## Annexe C - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Salaires et charges sociales | 280 254 $ | 271 752 $ |
| Fournitures | 11 203 | 8 578 |
| Frais de courrier | 12 272 | 11 903 |
| Délégation, déplacements et représentation | 16 802 | 13 785 |
| Contribution au conseil interprofessionnel | 7 762 | 7 814 |
| Impression | 11 191 | 6 028 |
| Services professionnels | 12 846 | 18 701 |
| La Professionnelle | 3 353 | - |
| Assurances | 2 916 | 2 725 |
| Frais bancaires | 679 | 642 |
| Abonnement | 1 709 | 1 610 |
| Frais de carte de crédit | 6 235 | 8 086 |
| Télécommunications | 21 336 | 23 515 |
| Service ménager | 6 205 | 5 837 |
| Créances douteuses (recouvrées) | - | ( 6 685 ) |
| Entretien et réparations d'équipements de bureau | 6 651 | 6 924 |
| Perfectionnement | 4 466 | 9 768 |
| Perte sur cession d'immobilisations | 17 546 | - |
| Amortissement du mobilier de bureau et du matériel informatique | 10 164 | 11 036 |
| | 433 590 $ | 402 019 $ |

## Annexe D - BUREAU ET COMITÉS

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Bureau | 10 771 $ | 17 228 $ |
| Administratif | 4 175 | 2 916 |
| Rémunération | 482 | - |
| Discipline | 312 | 2 400 |
| Comité de révision des plaintes | 912 | 1 276 |
| Formation continue | - | 1 825 |
| Inspection professionnelle | 15 614 | 13 949 |
| Revue | 440 | 500 |
| Médicaments | - | 369 |
| Spécialistes | 884 | 1 399 |
| Formation en médecine vétérinaire | 365 | - |
| Arbitrages des comptes | - | 337 |
| Examinateurs | - | 83 |
| Bien-être des animaux | - | 2 406 |
| Reconnaissance du mérite | - | - |
| Comité ad hoc | 1 016 | 221 |
| | 34 971 $ | 44 909 $ |

## Annexe E - BUREAU DU SYNDIC

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Salaires et charges sociales | 161 727 $ | 156 077 $ |
| Entretien d'équipements | 671 | 196 |
| Fournitures et poste | 533 | 760 |
| Délégation, déplacements et représentation | 2 929 | 1 906 |
| Télécommunications | 413 | 430 |
| Services juridiques | 18 680 | 16 508 |
| Investigateurs | 3 670 | 4 023 |
| Expertise/témoins | 2 055 | - |
| Autres | 275 | 512 |
| | 190 953 $ | 180 412 $ |

## Annexe F - DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Salaires et charges sociales | 77 652 $ | 64 825 $ |
| Achats et entretien d'équipements | - | 124 |
| Délégation, déplacements et représentation | 150 | 825 |
| Frais reliés aux sessions | 12 946 | 59 040 |
| Formation à distance | 1 093 | 1 624 |
| Fournitures et poste | 1 025 | 2 653 |
| Impression | 2 924 | 6 969 |
| | 95 790 $ | 136 060 $ |

## Annexe G - INSPECTION PROFESSIONNELLE

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Salaires et charges sociales | 20 100 $ | 18 862 $ |
| Fournitures et poste | 1 197 | 927 |
| Télécommunications | 299 | 486 |
| Honoraires - inspecteurs | 38 180 | 36 665 |
| Frais de déplacements - inspecteurs | 15 708 | 15 780 |
| Impression | - | 209 |
| Autres | - | 119 |
| | 75 484 $ | 73 048 $ |

**Annexe H - PUBLICATIONS**

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Salaires et charges sociales | 71 391 $ | 26 561 $ |
| Rédaction | 19 200 | 34 200 |
| Fournitures et poste | 15 214 | 14 302 |
| Délégation, déplacements et représentation | - | 830 |
| Traductions | 2 619 | 1 918 |
| Frais de recherche de commandite | 8 370 | 15 874 |
| Impression | 83 629 | 72 957 |
| Autres | 18 | 34 |
| | 200 441 $ | 166 676 $ |

**Annexe I - IMMEUBLE**

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Assurances | 4 750 $ | 5 021 $ |
| Énergie | 30 819 | 24 717 |
| Courtage | 4 971 | 4 971 |
| Entretien et réparations | 44 066 | 51 219 |
| Fournitures | - | 4 047 |
| Taxes et permis | 19 742 | 17 176 |
| Services professionnels | 32 226 | 4 000 |
| Intérêts sur la dette à long terme | 23 560 | 25 019 |
| Amortissement du bâtiment | 15 853 | 14 088 |
| | 175 987 $ | 150 258 $ |

# PROGRAMME D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNNELLE DE L'ORDRE DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES DU QUÉBEC

## ÉTATS FINANCIERS

## 31 MARS 2001

***Rapport des vérificateurs***

Aux membres de
**PROGRAMME D'ASSURANCE-RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE DE L'ORDRE DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES DU QUÉBEC**

Nous avons vérifié le bilan du PROGRAMME D'ASSURANCE-RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE DE L'ORDRE DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES DU QUÉBEC au 31 mars 2001 et les états des résultats, de l'avoir des membres et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Programme d'assurance-responsabilité professionnelle de l'Ordre. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Programme d'assurance-responsabilité professionnelle de l'Ordre au 31 mars 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Vernier Paquin Hébert

Saint-Hyacinthe,
le 17 mai 2001

Société en nom collectif
Comptables agréés

## *Résultats pour l'exercice terminé le 31 mars*

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| **CHIFFRE D'AFFAIRES** | | |
| Primes d'assurance | **328 062** $ | 324 369 $ |
| Intérêts | **26 670** | 20 557 |
| Dividendes | **2 595** | 2 431 |
| Gain sur ajustement de la provision pour réclamations | **2 905** | 31 255 |
| | **360 232** | 378 612 |
| **CHARGES D'EXPLOITATION** | | |
| Prime de base | **107 259** | 95 927 |
| Gestion du fonds | **5 025** | 4 715 |
| Comité des sinistres | **1 800** | 1 348 |
| Informations et prévention aux assurés | **7 661** | 10 268 |
| Frais du courtier | **30 000** | 30 000 |
| Frais de réclamations et indemnités | **88 645** | 117 683 |
| Provision pour réclamations | **86 355** | 57 317 |
| Services professionnels | **1 000** | 1 450 |
| Perte sur cession de placements | **3 377** | - |
| | **331 122** | 318 708 |
| **EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES** | **29 110** $ | 59 904 $ |

## *Avoir des membres pour l'exercice terminé le 31 mars*

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| **SOLDE AU DÉBUT** | **383 239** $ | 323 335 $ |
| **Excédent des produits sur les charges** | **29 110** | 59 904 |
| **SOLDE À LA FIN** | **412 349** $ | 383 239 $ |

*(Voir les notes complémentaires)*

***Bilan au 31 mars***

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| **ACTIF À COURT TERME** | | |
| Encaisse | 14 713 $ | 3 691 $ |
| Obligations (valeur à la cote : 416 852 $; 384 772 en 2000) | 414 956 | 385 905 |
| Clients | 121 | - |
| Frais payés d'avance | 1 130 | 1 400 |
| | 430 920 | 390 996 |
| **PLACEMENTS** (note 3) | 134 089 | 142 297 |
| | 565 009 $ | 533 293 $ |
| **PASSIF** | | |
| **PASSIF À COURT TERME** | | |
| Créditeurs (note 4) | 58 584 $ | 84 437 $ |
| Provision pour réclamations (note 5) | 93 806 | 65 617 |
| | 152 660 | 150 054 |
| **AVOIR DES MEMBRES** | | |
| **AVOIR DES MEMBRES** | 412 349 | 383 239 |
| | 565 009 $ | 533 293 $ |

Au nom du Bureau :

Audrey Gagnon, Présidente

R Durand, Directeur général

*(Voir les notes complémentaires)*

## *Flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars*

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| **ACTIVITÉS D'EXPLOITATION** | | |
| Excédent des produits sur les charges | **29 110 $** | 59 904 $ |
| Ajustement pour : | | |
| Perte sur cession de placements | **3 377** | - |
| | **32 487** | 59 904 |
| Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 6) | **2 755** | ( 39 037) |
| | **35 242** | 20 867 |
| **ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT** | | |
| Encaissement de placements | **4 831** | - |
| **AUGMENTATION NETTE DES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES** | **40 073** | 20 867 |
| **ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES AU DÉBUT** | **389 596** | 368 729 |
| **ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES À LA FIN** (note 7) | **429 669 $** | 389 596 $ |

*(Voir les notes complémentaires)*

## *Notes complémentaires pour l'exercice terminé le 31 mars 2001*

### 1. NATURE DES ACTIVITÉS

Ce programme sert à créer un fonds de stabilisation des primes futures d'assurance-responsabilité professionnelle pour les membres qui y participent selon les termes du règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle des médecins vétérinaires. Il sert également à payer les frais de gestion et les indemnités des dossiers de réclamations actifs.

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

**a) Utilisation d'estimations**

Pour préparer les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses ayant une incidence sur les montants présentés à l'actif et au passif de même que sur la présentation de l'actif et du passif éventuels, à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges au cours de la période de présentation de l'information. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

**b) Placements de portefeuille**

Les placements de portefeuille sont comptabilisés à la valeur d'acquisition sauf dans le cas d'une moins-value durable. Dans un tel cas, la valeur comptable des placements est réduite pour tenir compte de cette moins-value durable.

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

### c) Provision pour réclamations

La provision pour réclamations est calculée en fonction d'une évaluation des pertes estimatives sur réclamations produites en fin d'exercice, en tenant compte du plafond des pertes par sinistre et par période d'assurance. Cette évaluation est déterminée par l'assureur.

## 3. PLACEMENTS

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Placements de portefeuille: | | |
| Actions cotées en bourse, à la valeur d'acquisition (valeur boursière: 184 272 $, 242 695 $ en 2000) | 134 089 $ | 142 297 $ |

## 4. CRÉDITEURS

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Fournisseurs: | | |
| Réguliers | 56 500 $ | 65 990 $ |
| Apparentés | 1 354 | 15 997 |
| | 57 854 | 81 987 |
| Frais courus | 1 000 | 2 450 |
| | 58 854 $ | 84 437 $ |

## 5. PROVISION POUR RÉCLAMATIONS

Au 31 mars 2001, le Programme d'assurance-responsabilité professionnelle de l'Ordre avait accumulé une provision pour réclamations d'un montant de 93 806 $ qui se répartit comme suit :

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| 1999 | 5 000 $ | 8 300 $ |
| 2000 | 2 451 | 57 317 |
| 2001 | 86 355 | - |
| | 93 806 $ | 65 617 $ |

## 6. VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Clients | ( 121) $ | 137 $ |
| Frais payés d'avance | 270 | ( 275) |
| Créditeurs | ( 25 583) | ( 3 991) |
| Provision pour réclamations | 28 189 | ( 34 908) |
| | 2 755 $ | ( 39 037) $ |

## 7. ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

| | 2001 | 2000 |
|---|---|---|
| Encaisse | 14 713 $ | 3 691 $ |
| Obligations | 414 956 | 385 905 |
| | 429 669 $ | 389 596 $ |

## 8. ENGAGEMENTS

Le contrat signé avec l'assureur est d'une durée d'une année. Il prévoit que la réserve doit rembourser les frais de gestion et d'indemnités pour les sinistres de 25 000 $ et moins jusqu'à concurrence de 175 000 $ par période d'assurance.

Le contrat signé avec le courtier d'assurance, effectif à compter du 1er avril 2001, vient à l'échéance en mars 2004. Les honoraires totalisent 90 000 $ et comprend les versements suivants pour les trois prochains exercices: 2002, 30 000 $; 2003, 30 000 $; 2004, 30 000 $.

## *Sa raison d'être*

L'Ordre des médecins vétérinaires du Québec est un organisme constitué en vertu du Code des professions et de la Loi sur les médecins vétérinaires qui regroupe tous les médecins vétérinaires du Québec, pour assurer la protection du public.

## *Sa mission*

Promouvoir une médecine vétérinaire de qualité pour protéger le public et pour contribuer à l'amélioration de la santé et du bien-être des animaux ainsi qu'au maintien de la santé publique.

## *Ses moyens*

Contrôler l'admission à l'exercice, la formation continue, l'inspection professionnelle, la déontologie et la discipline en appliquant les règlements adoptés pour le faire.